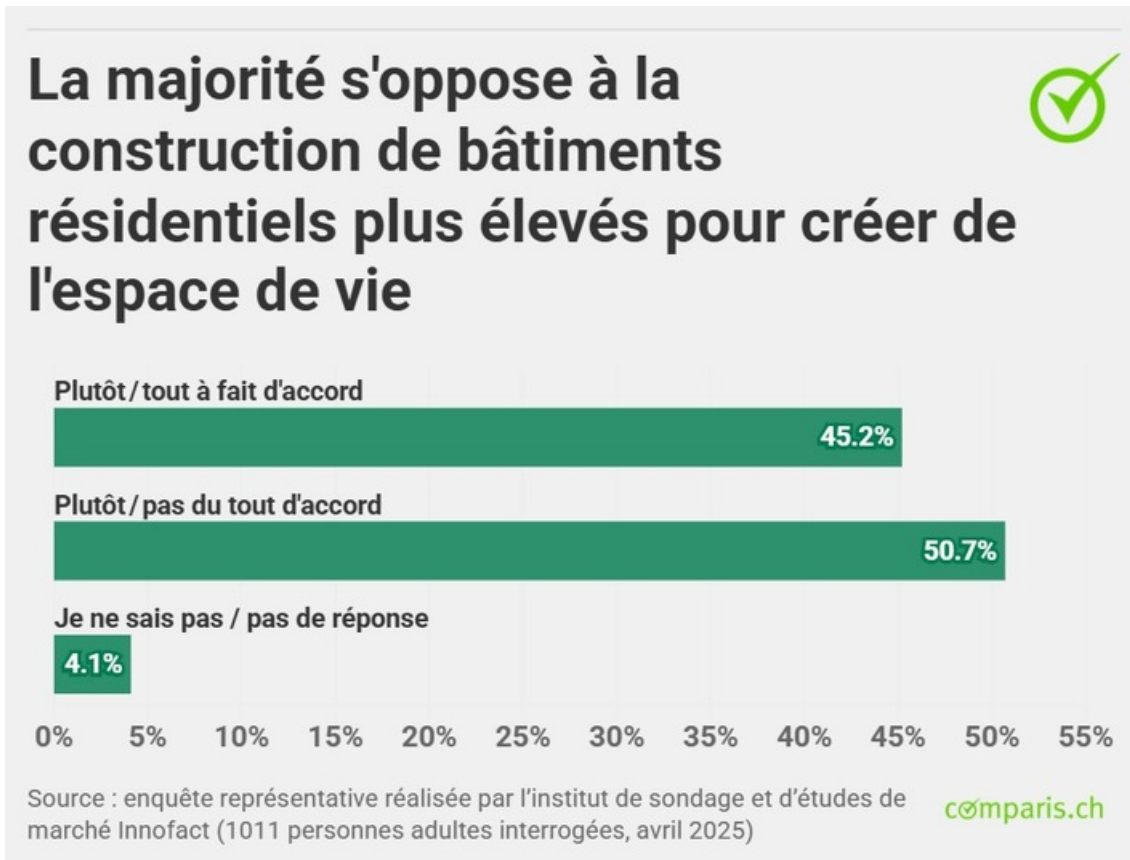


19.06.2025 - 00:30 Uhr

## Communiqué de presse : La majorité de la population suisse s'oppose à la construction de bâtiments plus élevés et à la réduction des espaces verts



### Communiqué de presse

#### Enquête représentative Comparis sur la pénurie de logements

#### La majorité de la population suisse s'oppose à la construction de bâtiments plus élevés et à la réduction des espaces verts

Une enquête représentative de Comparis montre que près de deux tiers de la population suisse perçoivent une pénurie de logements dans leur région. Néanmoins, la majorité des personnes interrogées rejettent les solutions structurelles telles que des bâtiments plus élevés ou une densification par la réduction des espaces verts. La volonté de densification urbaine se heurte à des résistances culturelles et émotionnelles, en particulier chez les femmes, les personnes plus âgées et les ménages avec enfants. « Le désir de plus d'espace de vie se heurte au désir de qualité de vie. Cela engendre un conflit d'intérêts », déclare Harry Büsser, expert Immobilier Comparis.

Zurich, le 19 juin 2025 – La pénurie de logements en Suisse est perceptible pour beaucoup : 61,4 % de la population estiment qu'il y a trop peu de logements dans leur région. Ce sentiment est particulièrement prononcé en Suisse romande (65 %), suivie de la Suisse alémanique (61 %). En revanche, la pénurie de logements n'est guère perceptible en Suisse italienne, où seulement 35 % des personnes interrogées la ressentent. C'est ce qu'indique une enquête représentative du comparateur sur Internet [comparis.ch](https://comparis.ch), qui opère le plus grand portail immobilier de Suisse.

Dans les villes, la pénurie de logements est ressentie par la plupart des personnes interrogées (68,6 %), tandis qu'elle est un peu moins marquée dans les agglomérations (57,5 %) et à la campagne (55,4 %).

#### Contradiction : pénurie perceptible, solutions non souhaitées

Malgré la perception répandue de la pénurie de logements, une grande partie des contre-mesures structurelles possibles se heurtent à un refus. 50,7 % sont contre des bâtiments plus élevés, 70,7 % ne veulent pas de

réduction des espaces verts ou des distances entre les maisons.

« Beaucoup de personnes considèrent la pénurie de logements comme un problème, mais elles ne veulent pas pour autant changer leur environnement habituel. Le désir de plus d'espace de vie se heurte au désir de qualité de vie. Cela génère un conflit d'intérêts que beaucoup refoulent inconsciemment », déclare Harry Büsser, expert Immobilier Comparis.

### **Écart entre les sexes : les hommes plus favorables aux bâtiments élevés que les femmes**

Le rejet est particulièrement prononcé chez les femmes : 57,4% d'entre elles sont contre les bâtiments plus élevés, alors que chez les hommes, c'est l'inverse : une majorité (53,2 %) est favorable aux bâtiments plus élevés. La réduction des espaces verts est également rejetée par 75,6 % des femmes, contre « seulement » 64,1 % des hommes.

« Les femmes assument souvent la responsabilité émotionnelle de l'environnement de vie, par exemple en s'occupant des enfants, en prodiguant des soins ou en entretenant des relations de voisinage. Les interventions sur les espaces verts ou la hauteur des bâtiments peuvent donc être davantage perçues comme une menace pour la qualité de vie », explique Harry Büsser.

### **Les jeunes plus ouverts que leurs aînés – l'éducation joue également un rôle**

Plus les personnes interrogées sont jeunes et disposent d'un niveau élevé d'éducation, plus elles sont favorables aux solutions structurelles. Dans les villes, où la pression est la plus forte, 56,6 % sont favorables à des bâtiments plus élevés. Les personnes disposant d'un niveau élevé d'éducation sont également plus ouvertes à la densification.

« Les jeunes ou les personnes qui ont fait des études connaissent généralement différentes formes de logement et considèrent probablement la densification structurelle comme une étape nécessaire pour un développement urbain durable. Chez les personnes plus âgées, en revanche, le désir de stabilité et de préservation du statu quo l'emporte souvent », explique l'expert Comparis.

### **Limitation des oppositions : l'approbation augmente avec le revenu**

Une majorité relative de 48,3 % approuve une limitation des oppositions contre les projets de construction, tandis que 45,7 % s'y opposent. Les hommes et les personnes âgées sont plus susceptibles d'y être favorables. Dans les ménages dont le revenu brut est supérieur à 8000 francs par mois, le taux d'approbation est de 54,6 %.

« Les personnes aux revenus plus élevés sont souvent plus pragmatiques sur les questions en lien avec la construction de logements. Elles savent que les oppositions retardent les projets et les rendent plus coûteux, ce qui peut en fin de compte affecter leurs propres projets de logement ou d'investissement », déclare Harry Büsser. « De plus, elles disposent souvent des connaissances ou des réseaux nécessaires pour faire entendre leur voix sans procédure d'opposition. »

### **Les espaces verts sont sacrés, même en ville**

La résistance à la densification par le renoncement aux espaces verts est particulièrement élevée : 70,7 % des personnes interrogées rejettent une telle mesure, même en ville (67,2 %).

« Pour beaucoup de personnes, les espaces verts sont un symbole de qualité de vie et de lieux de retraite dans la vie quotidienne. Leur réduction suscite des émotions plus fortes que le nombre abstrait de mètres carrés pour les nouveaux logements », déclare Harry Büsser.

### **Conclusion : fossé entre la prise de conscience du problème et la volonté de changement**

L'enquête montre également que la majorité de la population reconnaît la pénurie de logements, mais que seule une minorité est prête à accepter les conséquences structurelles.

« Nous sommes face à une attitude NIMBY classique : Not In My Backyard (littéralement, pas dans mon arrière-cour). La population veut des solutions, mais pas devant sa porte. Cela rend la politique du logement particulièrement complexe », résume Harry Büsser, expert Comparis. « Ces voies politiques restent les plus envisageables pour obtenir plus de logements : tenter de convaincre les femmes de construire des immeubles et/ou obtenir une majorité absolue pour des mesures contre les oppositions trop nombreuses. »

### **Méthode**

Enquête représentative réalisée par l'institut de sondage et d'études de marché Innofact pour le compte de

comparis.ch en avril 2025 auprès d'un échantillon de 1011 adultes issus de toutes les régions de Suisse.

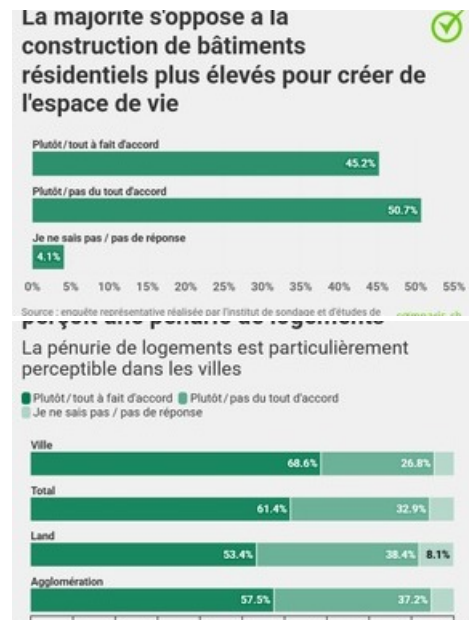
#### Pour plus d'informations:

Harry Büsser  
Expert Immobilier  
Téléphone : 044 360 53 91  
E-Mail: [media@comparis.ch](mailto:media@comparis.ch)  
comparis.ch

#### À propos de comparis.ch

Avec plus de 80 millions de visites par an, comparis.ch compte parmi les sites Internet les plus consultés de Suisse. L'entreprise compare les tarifs et les prestations des caisses maladie, des assurances, des banques et des opérateurs télécom. Elle présente aussi la plus grande offre en ligne de Suisse pour l'automobile et l'immobilier. Avec ses comparatifs détaillés et ses analyses approfondies, elle contribue à plus de transparence sur le marché. comparis.ch renforce ainsi l'expertise des consommatrices et des consommateurs à la prise de décision. L'entreprise a été fondée en 1996 par l'économiste Richard Eisler. Il s'agit d'une société privée. Aujourd'hui encore, Comparis appartient majoritairement à son fondateur. Aucune autre entreprise ni l'État ne détient de participation dans Comparis.

#### Medieninhalte



Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003671/100932707> abgerufen werden.